

Délibération n° 2019-04-03/1

Objet : Demande de protection fonctionnelle de Madame Isabelle Gianiel, Conseillère municipale

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 3 AVRIL 2019

L'an deux mille dix-neuf, le trois avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 28 mars 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek
C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - P. Nivresse - O. Boudet
B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - C. Prost - S. Waselynck –

Absents ayant voté par procuration : A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer ; A. Jamet excusé pouvoir à S. Waselynck.

Absents : G. Riguidel - A. Estève - B. Cosme - I. Gianiel

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Pour le déroulement des débats et le vote de la présente délibération, Madame Isabelle Gianiel, intéressée à l'affaire quitte la salle du Conseil municipal.

Par courrier du 10 mars 2019, Madame Isabelle Gianiel, sollicite en sa qualité de conseillère municipale la mise en œuvre de la protection fonctionnelle dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Mimouni, ancien gérant de l'établissement « La Cabane », suite à l'agression verbale et physique dont elle a été victime devant témoins le 11 décembre 2018.

Monsieur Mimouni n'ayant pas accepté de lui adresser des excuses écrites, Madame Gianiel a porté plainte contre lui le 14 décembre 2018.

Seule l'assemblée délibérante est compétente pour apprécier si les conditions d'ouverture du droit à la protection fonctionnelle sont réunies et d'en apprécier au cas par cas les modalités de mise en œuvre.

Cette obligation peut avoir pour objet, non seulement de faire cesser les attaques auxquelles Madame Gianiel est exposée mais aussi de lui assurer une réparation adéquate des torts qu'elle a subis. Cette réparation peut notamment consister à assister Madame Gianiel dans les poursuites judiciaires qu'elle a entreprises pour se défendre.

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a introduit dans le Code général des collectivités territoriales un article L.2123-35 aux termes duquel le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient de la protection de la commune contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions.

Si tous les élus ne sont pas visés par la loi, le Conseil d'Etat a eu l'occasion de préciser que celle-ci ne faisait que « réaffirmer » un principe général du droit selon lequel tout agent public, quel que soit le mode d'accès à ses fonctions, doit bénéficier de la protection de la collectivité publique dont il dépend. (CE 8 juin 2011 n°312700).

Considérant que Mme Isabelle Gianiel a été agressée verbalement et physiquement en sa qualité de conseillère municipale le 11 décembre 2018 à la sortie de la réunion publique organisée par la commune sur le P.P.R.I,

Considérant que suivant la jurisprudence du Conseil d'Etat, la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 n'a fait que réaffirmer le principe général du droit selon lequel tout agent public, quel que soit le mode d'accès à ses fonctions, doit bénéficier de la protection de la collectivité publique dont il dépend,

Considérant la volonté du Conseil municipal de ne pas introduire un régime de discrimination entre les élus,

Considérant, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce, que les conditions légales énoncées à l'article L.2123-35 sont remplies et qu'aucun motif d'intérêt général ne fait obstacle à ce que le bénéfice de la protection fonctionnelle soit accordé à Madame Gianiel,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à Madame Isabelle Gianiel dans le conflit qui l'oppose à Monsieur Mimouni en vue de prendre en charge les frais d'avocat et permettre la réparation des préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité (25 voix pour).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 3 avril 2019
Le Maire
Jean-Pierre RICO

